



Nuevo Mundo Mundos Nuevos

Nouveaux mondes mondes nouveaux - Novo Mundo

Mundos Novos - New world New worlds

Questions du temps présent | 2022

Un double exil : histoires d'indésirables italiens en Argentine au cours des années 1930

A double exile: stories of Italian undesirables in Argentina during the 1930s

Un doble exilio: historias de indeseables italianos en Argentina durante la década de 1930

Federico Del Giudice



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/nuevomundo/89948>

DOI : 10.4000/nuevomundo.89948

ISSN : 1626-0252

Éditeur

Mondes Américains

Ce document vous est offert par Campus Condorcet



Référence électronique

Federico Del Giudice, « Un double exil : histoires d'indésirables italiens en Argentine au cours des années 1930 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 18 octobre 2022, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/nuevomundo/89948> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.89948>

Ce document a été généré automatiquement le 23 octobre 2022.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Un double exil : histoires d'indésirables italiens en Argentine au cours des années 1930

A double exile: stories of Italian undesirables in Argentina during the 1930s

Un doble exilio: historias de indeseables italianos en Argentina durante la década de 1930

Federico Del Giudice

- 1 Le 10 février 1932, une centaine de militants politiques et syndicaux étrangers sont embarqués dans le port de Buenos Aires sur le *Chaco*, navire de la marine argentine, pour être rapatriés en Europe. L'expulsion a été décidée par le président argentin, le général José Félix Uriburu, quelques jours avant de passer le pouvoir à son successeur, le général Agustín Pedro Justo qui avait remporté les élections du 8 novembre précédent. Quand le *Chaco* s'approche au port de Naples, le nouveau président accorde la libération des expulsés. Ils sont débarqués à Barcelone, pour faire le trajet du retour en Argentine à bord du *Cabo San Agustín* qui rejoint le port de Buenos Aires le 10 mai suivant¹. L'idée de Justo est de marquer une rupture avec le gouvernement de Uriburu, président nationaliste et très proche au fascisme, arrivé au pouvoir à la suite du *golpe* du 6 septembre 1930 qui avait renversé le gouvernement du radical Hipólito Yrigoyen.
- 2 Le 21 novembre 1937, le *Principessa Giovanna*, navire battant pavillon italien, s'approche du port de Naples. À bord, cinq Italiens attendent d'être interpellés par la police italienne lors du débarquement. Guido Fioravanti, Mario Pini, Emilio et Pietro Fabretti et Giuseppe Pieruccioni figurent à l'époque parmi les dirigeants les plus influents du syndicat argentin du bâtiment, la *Federación Obrera Nacional de la Construcción* (FONC) qui avait déclenché une grève le 18 octobre précédent. Le jour même du début de la mobilisation, les cinq Italiens avaient été arrêtés par la police de Buenos Aires au siège du syndicat, où ils se trouvaient pour coordonner la grève. Embarqués dans le port de Buenos Aires le 30 octobre, ils avaient ainsi été expulsés par le gouvernement fédéral du Président Justo en tant qu'« indésirables ».

- 3 Fioravanti et Pietro Fabretti se trouvaient sur le *Chaco* en 1932. Libérés par Justo, ils se retrouvent livrés par celui-ci à la police fasciste à peine cinq ans après. Que s'est-il passé entre la première et la deuxième expulsion ? Qui sont ces militants communistes et dirigeants syndicaux ciblés par les gouvernements argentins au cours des années 1930 ?
- 4 L'historiographie argentine a reconnu et même souligné le rôle des étrangers dans le mouvement syndical². Ceux-ci ont pourtant été étudiés uniquement dans leur condition d'immigrés, c'est-à-dire dans leur militance dans le pays d'accueil, sans s'interroger sur leur parcours migratoire au sens large du terme, incluant un départ, une arrivée et, souvent, un retour. Étudier cette interaction entre l'immigration et l'émigration permet d'analyser les circulations d'idées politiques et de modèles organisationnels qui ont traversé l'océan grâce à ces migrations. Nous reprenons à partir du titre de cet article les suggestions du sociologue Abdelmalek Sayad sur la double absence du migrant, pour interroger ce phénomène particulier du double exil vécu par les cinq travailleurs italiens qui font l'objet de cette étude³. Nous voulons donc placer les militants étrangers expulsés dans l'environnement qui les entourait à leur départ et à leur arrivée, pour reconstruire les dynamiques de leur engagement dans le milieu politique et syndical argentin et dans l'associationnisme italien à l'étranger.
- 5 L'historiographie italienne sur l'antifascisme à l'étranger a largement étudié le cas de la France, où s'étaient réorganisés les partis politiques italiens en exil⁴, alors qu'il existe beaucoup moins d'études sur le rôle joué par les antifascistes dans les Amériques⁵.
- 6 Pourtant, ces militants représentaient une menace à la fois pour l'Argentine et pour l'Italie. Pour le premier pays, ils comptaient parmi les représentants d'un mouvement syndical en plein développement, dans un monde du travail marqué par une composition mixte d'étrangers et d'Argentins. À la fin des années 1930, le bâtiment était d'ailleurs un des secteurs qui employait encore une majorité d'étrangers et, parmi eux, d'Italiens. Ceux-ci représentaient 40 % des ouvriers, pour 30% d'Argentins⁶. Pour l'Italie, ces militants étaient un obstacle pour l'enracinement du fascisme dans la grande communauté italienne installée en Argentine, et incarnaient la menace d'une circulation transnationale de pratiques militantes et d'idéaux politiques qui pouvaient renforcer les opposants au régime en Italie.
- 7 D'après l'historienne Mercedes López Cantera, au cours des années 1930 en Argentine, la « question communiste » se superpose à la « question ouvrière » qui s'était imposée dans le débat politique au début du siècle. Le communisme devient alors la principale cible des politiques répressives du gouvernement argentin⁷. Ici nous allons voir qu'à ces deux questions s'ajoute une troisième, celle migratoire. Dans un pays où la main d'œuvre ouvrière était composée en grande partie d'immigrés, contrer la menace communiste signifie contrôler et réprimer les militants étrangers.
- 8 Pour analyser ces questions, nous avons ici mobilisé une série de sources variées des deux côtés de l'Atlantique. Pour l'Argentine, nous nous référons aux documents du Ministère de l'Intérieur sur l'expulsion des étrangers, et surtout aux sources judiciaires de l'avocat du syndicat du bâtiment, Samuel Shmerkin, dont les fonds sont conservés par le *Centro de Documentación e Investigación de la Cultura de Izquierdas* (CeDInCI) de Buenos Aires. Shmerkin est un des avocats qui s'engagent dans la défense des droits humains à partir des années 1930, la « *decada infame* » ouverte par le coup d'état du 6 septembre 1930⁸. En ce qui concerne l'Italie, nous avons étudié les fonds du *Casellario Politico Centrale*, le bureau de la police italienne qui s'occupait des opposants au

fascisme. Cette dernière source a été largement utilisée pour les études sur l'antifascisme en Europe, alors qu'elle est absente des recherches sur l'Amérique latine⁹.

À l'origine des lois sur l'expulsion des indésirables en Argentine

- 9 L'appareil répressif argentin se dessine au début du XX^e siècle, lors de l'adoption de la *Ley de Residencia*, n. 4144 du 22 novembre 1902. Ce texte accorde au gouvernement fédéral le pouvoir d'expulser tout immigré condamné par des tribunaux étrangers ou dont la conduite peut représenter une menace pour la sécurité nationale et l'ordre public.
- 10 La *Ley de Residencia* est adoptée à une époque où le syndicalisme révolutionnaire s'organise autour de la *Federación Obrera Argentina* (à partir de 1904 *Federación Obrera Regional Argentina*, FORA), centrale syndicale anarchiste dont les plus importants dirigeants sont d'origine étrangère¹⁰. D'après l'historien Samuel Baily, à cette époque, deux tiers des adhérents et trois quarts des responsables syndicaux sont immigrés. Les Italiens représentent entre 40 et 50 % des ouvriers syndiqués et des dirigeants de la FORA et de l'*Unión General del Trabajo* (UGT), syndicat fondé en 1904¹¹. Pour l'État argentin, contrôler le mouvement syndical et révolutionnaire signifie tout d'abord cibler les étrangers et les idées qu'ils font circuler en Argentine.
- 11 En 1906, une *Sección de Orden Social* (SOS) est formée au sein de la police pour contrer la mobilisation sociale¹². À la suite d'un attentat meurtrier dans le théâtre *Colón* le 26 juin 1910, le Congrès vote la *Ley de Defensa Social* (n. 7 029) qui renforce les peines contre la propagande anarchiste et contre les personnes qui rentrent dans le pays après en avoir été expulsés¹³.
- 12 Au-delà de la répression, l'État argentin adopte les premières lois sociales pour répondre aux revendications ouvrières. En 1907 le *Departamento Nacional del Trabajo* (DNT) voit le jour pour coordonner les politiques du travail et arbitrer les conflits dans les entreprises¹⁴. L'arrivée au pouvoir du gouvernement radical de Hypolito Yrigoyen en 1916 semble ouvrir une nouvelle période de dialogue social pendant les années de la Grande Guerre, quand un grand nombre de mobilisations ouvrières aboutissent à l'introduction d'une série d'améliorations des conditions de travail. La *Ley de Defensa Social* est finalement abolie par la réforme du nouveau Code pénal en 1921, alors que la *Ley de Residencia* reste en vigueur.
- 13 Quand le Général José Félix Uriburu prend le pouvoir le 6 septembre 1930, la loi 4 144 devient un des outils incontournables dans la répression du communisme. En 1931, le gouvernement crée la *Sección Especial de Represión al Comunismo* (SERC) de la police, structure qui se charge de la répression et de l'organisation des expulsions¹⁵.
- 14 En 1932 un premier projet de loi portant sur la répression du communisme est présenté par la *Comisión de Códigos* et soutenu par le gouvernement. Il n'est pas approuvé, mais il indique une attention grandissante envers la lutte contre le communisme dans le discours politique et l'action législative¹⁶.
- 15 En 1932 l'expulsion des militants étrangers sur le *Transporte Chaco* est l'occasion d'ouvrir un débat juridique, ainsi que politique, sur la constitutionnalité de la loi 4 144 de 1902. La Cour Suprême est appelée à se prononcer sur cette loi qui accorde au

pouvoir exécutif une prérogative qui devrait correspondre, d'après ses opposants, au pouvoir judiciaire. La Cour confirme la conformité de la loi avec la Constitution, en affirmant que l'expulsion n'est pas un acte judiciaire, mais administratif et de police. Si la Cour Suprême reconnaît la légitimité de la *Ley de Residencia*, elle introduit également des formes de protection pour les étrangers frappés d'expulsion. Ceux-ci ont le droit de se défendre et leurs avocats peuvent demander l'*habeas corpus* pour connaître la situation de leurs clients et pouvoir ainsi les défendre¹⁷.

Parcours migratoire et politisation des cinq Italiens expulsés en octobre 1937

- 16 C'est dans ce contexte politique marqué par un anticommunisme acharné que nous trouvons les premières informations sur les cinq syndicalistes italiens qui seront expulsés en octobre 1937. Tous sont nés dans la première décennie du XX^e siècle, sauf Giuseppe Pieruccioni, né en 1897.
- 17 Issus d'une immigration récente, ils sont arrivés en Amérique du Sud entre 1922 et 1927¹⁸. Buenos Aires représente la dernière étape d'un parcours migratoire plus complexe. Pieruccioni s'installe d'abord en Uruguay¹⁹, les frères Fabretti au Río Negro²⁰, Fioravanti à Bahia Blanca, dans le sud de la Province de Buenos Aires. Le seul qui émigre directement vers la Capitale est Mario Pini, arrivé en 1923 avec son frère Vaifro, pour rejoindre un autre frère, Luigi, immigré en Argentine l'année précédente²¹. Ils vivent tous une précarité géographique et professionnelle : ils changent souvent d'emploi et d'entreprises²².
- 18 En Italie, leur engagement politique est plutôt marginal, cantonné à des expériences locales. Pieruccioni était le seul à avoir un rôle officiel dans une organisation politique : secrétaire du Parti Socialiste de son village natal²³. Les frères Fabretti proviennent d'une famille militante. Leur père avait été secrétaire de la bourse du travail de leur village. Son arrestation en 1926 par la police italienne les pousse à émigrer. Mario Pini aussi provenait d'une famille de « subversifs », sans pour autant s'engager personnellement avant son départ²⁴. Guido Fioravanti est le seul qui connaît directement la violence fasciste et la prison avant son départ. Formé politiquement dans une société de secours mutuel dans sa ville natale, il avait adhéré au Parti communiste dès sa fondation en 1921. Il est arrêté par la police en 1923 et tombe dans une embuscade de chemises noires en 1924, l'année précédant son départ²⁵.
- 19 L'histoire de ces cinq immigrés pose une série de problèmes au moment de les catégoriser parmi les exilés politiques ou parmi les migrants économiques. Ils n'ont pas quitté l'Italie en raison de leur opposition au régime mussolinien, mais ils représentent un entre-deux, où la migration économique chevauche des motivations politiques. Leur engagement politique en Argentine commence très tôt, en particulier dans l'antifascisme proche des sphères communistes. Ils participent tous aux activités de l'Alliance Antifasciste, association ayant réuni un grand nombre d'organisations antifascistes²⁶.
- 20 Mario Pini est arrêté une première fois en 1929 lors d'un rassemblement antifasciste à Buenos Aires. Il participe aux travaux du 'groupe de langue' italien au sein du Parti Communiste Argentin (PCA)²⁷. Pini se rapproche de la politique à partir de son entourage familial. Deux de ses frères, Luigi et Vaifro, sont des militants communistes,

mais, d'après son interrogatoire à son retour en Italie, ils cessent de militer après que Vaifro est expulsé sur le *Transporte Chaco* en 1932²⁸.

- 21 Giuseppe Pieruccioni rejoint le mouvement syndical à son arrivée en Uruguay où il adhère à l'organisation des marbriers de Montevideo. Après son déplacement en Argentine en 1925, il poursuit son activité syndicale. En 1931 l'Ambassade italienne affirme qu'il est le trésorier de la cellule communiste en charge du « travail illégal » dans la zone portuaire.
- 22 D'après la police italienne, les militants les plus dangereux sont Pietro Fabretti e Guido Fioravanti. Fabretti, arrivé en Argentine en 1927, s'engage immédiatement dans les milieux antifascistes. Il est arrêté une première fois en août 1931 lors d'un rassemblement pour la journée internationale contre la guerre et l'impérialisme, et une deuxième fois le 1^{er} mai 1932 lors d'une manifestation non autorisée à Rosario.
- 23 Fioravanti milite dès son arrivée à Bahia Blanca dans le groupe antifasciste *Matteotti*, dont il est délégué pour le Congrès national de l'Alliance Antifasciste qui se réunit en 1929. Après la dissolution du *Matteotti*, il s'engage dans l'*Italia Unita*²⁹, une société d'entre-aide réunissant des ouvriers italiens de différents courants idéologiques, contrôlée à partir de 1927 par une majorité antifasciste³⁰.
- 24 En février 1932, Pietro Fabretti et Guido Fioravanti sont expulsés sur le navire de guerre *Chaco*. À leur retour, leur engagement évolue profondément. Ils sont d'abord élus dans la direction de l'Alliance Antifasciste le 28 août 1932³¹, alors que le PCA leur demande de s'engager davantage dans la réorganisation du syndicalisme³². Fioravanti, avec Miguel Burgas et Angel Orтели, figure parmi les communistes élus dans la Commission Administrative de la *Sociedad de Resistencia de Obreros Albañiles y Anexos*, organisation syndicale du bâtiment dirigée par les anarchistes³³. Entre 1932 et 1933, Fioravanti est envoyé par la Confédération Syndicale Latino-Américaine en Bolivie, lors de la guerre du Chaco, et au Brésil pour réorganiser le syndicat, où il est arrêté et torturé³⁴. Le 1^{er} août 1932, Pieruccioni devient secrétaire du *Sindicato de Obreros Marmoleros y Anexos* (la fédération des ouvriers marbriers) ; il le restera jusqu'au mois d'octobre 1935³⁵.

Les grèves de la construction de 1935-37 : une menace pour l'ordre politique argentin ?

- 25 Les cinq syndicalistes italiens font partie des protagonistes d'une période d'effervescence dans le mouvement ouvrier argentin qui s'ouvre dans la seconde moitié des années 1930. Ils participent au processus de réorganisation syndicale qui débute en 1934, après que les anarchistes expulsent Fioravanti, Burgas et Orтели de la Commission administrative de la *Sociedad de Resistencia de Obreros Albañiles y Anexos*. Ceux-ci créent ainsi, en février 1935, le *Sindicato de Obreros Albañiles, Cemento Armado y Anexos*. Lors du congrès fondateur, la grande partie des dirigeants sont Italiens³⁶. La nouvelle organisation ne tarde pas à mener un intense travail de propagande et d'enracinement dans les différents *barrios* de la Capitale.
- 26 Elle adopte ainsi une stratégie visant à unifier les syndicats du bâtiment, alors dispersés dans une multitude de petites organisations professionnelles. Le 22 juillet 1935 est fondée la *Federación Obrera de Sindicatos de la Construcción* (FOSC), dont Fioravanti devient secrétaire général³⁷.

- 27 Les semaines suivant sa fondation, la FOSC présente ses revendications aux entreprises de construction. On y demande la reconnaissance du syndicat, la hausse des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la réduction de la journée de travail à 8 heures (4 heures le samedi), le dimanche férié et des garanties contre les accidents du travail. Face au refus du patronat, un comité de grève est organisé en septembre 1935, animé par Guido Fioravanti, dans le rôle de secrétaire, Pedro Chiarante, Angel Ortelli, Rubens Iscaro, Emilio Fabretti, et Miguel Burgas. Le 23 septembre commence ainsi une grève qui se prolonge pendant trois mois. En décembre, un *Comité de Defensa y Solidariedad* réunit 68 syndicats qui solidarisent avec les travailleurs du bâtiment, alors que la répression de la police se fait de plus en plus forte³⁸.
- 28 Les 7 et 8 janvier 1936, la mobilisation devient grève générale et de violents affrontements opposent les travailleurs à la police. Quand Fioravanti, Pietro Fabretti, Pieruccioni et d'autres leaders syndicaux sont arrêtés, un *Comité Pro Presos* est monté pour demander la libération des centaines de militants incarcérés. Alors que la police arrive à fermer les sièges du syndicat et du PCA, la grève se poursuit jusqu'au 27 janvier, quand les pourparlers entre la FOSC et les entreprises aboutissent à un accord. Les principales revendications syndicales sont acceptées : la FOSC impose l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail, et gagne la reconnaissance de la part des entreprises. Elle est désormais autorisée à organiser des commissions internes dans les entreprises et les chantiers, ses dirigeants peuvent organiser le personnel, et une commission paritaire sur les salaires est instituée au sein du DNT.
- 29 La victoire de la FOSC impulsera l'expansion de l'organisation syndicale à tout le pays. Une première conférence nationale des ouvriers du bâtiment se réunit du 8 au 10 juin 1936 pour fonder la *Federación Obrera Nacional de la Construcción* (FONC). Celle-ci décide d'intégrer la *Confederación General del Trabajo*, la centrale ouvrière née en 1931 et dirigée par les socialistes.
- 30 Fioravanti est élu secrétaire général de la FONC. Le 5 juillet, il est arrêté tandis qu'il participait au Comité central du Parti Communiste et menacé d'expulsion. Une grande mobilisation demande sa libération, qui se produit le 14 août suivant³⁹. Dans les mois suivants, la répression cible les autres dirigeants de l'organisation. Emilio Fabretti est arrêté en avril 1936 et en juillet 1937⁴⁰, quand il se trouve dans un chantier en construction où une grève venait d'éclater⁴¹. Pini, devenu membre de la direction de la FONC dans la Province de Buenos Aires et secrétaire dans la ville de Caseros, est arrêté à deux reprises en 1936⁴².
- 31 La stratégie syndicale parvient donc à mêler grande conflictualité sur les chantiers et dialogue continu avec les institutions. Cette stratégie semble pourtant échouer au printemps 1937 : en avril, le patronat de Buenos Aires décide de se retirer de la *Comisión Paritaria Consultiva de la Construcción*. Face à la rupture des négociations qui devaient porter sur de nouvelles revendications du syndicat, celui-ci organise des assemblées pour lancer la grève le 20 septembre. Fioravanti, Rubens et Normando Iscaro, Emilio et Pietro Fabretti et Andrés Roca intègrent le comité de grève.
- 32 Le DNT reprend l'initiative, en convoquant la commission paritaire pour le 22 septembre et en demandant le retrait de la grève, condition acceptée par la FONC⁴³. Pourtant, les négociations échouent à nouveau et une nouvelle mobilisation est lancée pour le 18 octobre. Ce jour-là, les membres du comité de grève et les principaux dirigeants de la FONC sont arrêtés dans les locaux de l'organisation. Les détenus sont

Pedro Chiarante, secrétaire du syndicat, Guido Fioravanti, secrétaire de la FONC, Rubén Iscaro, Andrés Roca, Pietro Fabretti, Felipe Beil, Mario Pini, Agustín Rasso et Néstor Maria Valent, tous membres de la direction de la FONC.

- 33 Cette arrestation se produit à une époque où le débat parlementaire sur la répression du communisme s'était renforcé et se confondait avec la question de la criminalisation des étrangers⁴⁴. Le 24 novembre 1936, le Sénateur du *Partido Demócrata Nacional* de la Province de Buenos Aires Matías Sánchez Sorondo avait présenté une proposition de loi pour la répression des activités considérées communistes. L'objectif de la loi était de contrer la presse et la propagande communiste, envisageant l'expulsion des étrangers (y compris des naturalisés) jugés coupables⁴⁵. Si la loi n'est jamais adoptée, on peut constater, à la lecture des documents conservés par l'avocat de la FONC Samuel Shmerkin, que la police et les tribunaux ne cessent d'accroître leur activité contre la propagande et la presse communiste⁴⁶.

Réprimer un groupe dirigeant mixte : prison, expulsion et déchéance de nationalité

- 34 Les dirigeants syndicaux arrêtés le 18 octobre sont bien représentatifs de la composition variée de la main-d'œuvre du bâtiment. Fioravanti, les frères Fabretti, Pini et Pieruccioni sont italiens, Beil allemand, Roca est espagnol, alors que Iscaro, Rasso, Valent et Chiarante sont argentins d'origine d'immigrée.
- 35 Face à cette direction hétéroclite, la répression agit en empruntant différentes stratégies. Les étrangers doivent être expulsés, les naturalisés concernés par les décrets de déchéance de nationalité⁴⁷ et les Argentins emprisonnés. C'est précisément ainsi que la police de Buenos Aires agit dans les jours et les mois suivant leur arrestation. Pour les naturalisés, d'après l'avocat Samuel Shmerkin, une jurisprudence nouvelle s'était formée à partir du coup d'État du 6 septembre 1930 en matière de déchéance de nationalité, qui inscrivait l'activité politique et les croyances idéologiques parmi les motifs d'indignité⁴⁸.
- 36 À l'égard des étrangers, la police envisage l'expulsion comme seule manière de se libérer d'« éléments inadaptables à notre environnement social »⁴⁹. Les dirigeants syndicaux étrangers sont ainsi immédiatement touchés par le décret d'expulsion 116 854 du 19 octobre, le jour suivant leur arrestation⁵⁰.
- 37 Les syndicalistes arrêtés n'ont pas été pris en flagrant délit. De quoi sont-ils donc accusés ?⁵¹ Le 21 octobre, la police fait circuler sur les journaux l'information de la libération de Pedro Chiarante, Guido Fioravanti, Iscaro, Pietro Fabretti, Pini et d'autres. Effectivement, Pedro Chiarante est relâché le jour suivant, mais les documents qui lui sont livrés attestent d'une libération en date du 18 octobre. On voit là la stratégie utilisée par la police pour empêcher que les prisonniers puissent être localisés par les grévistes ou par leur avocat. La police les déplace continuellement d'un commissariat à l'autre. Les prisonniers sont accusés d'avoir commis des infractions mineures – détention d'armes et *escándalo* – mais ils restent en prison. Pour en sortir, Chiarante signe sa mise en accusation.
- 38 D'après Shmerkin :
- Todos esos hechos muestran claro el propósito policial de burlar la intervención de la justicia, requerida por el *habeas corpus* interpuesto. El procedimiento es sencillo:

para todos los causantes extranjeros, la acción de la justicia se paraliza invocando la existencia de decretos de expulsión; para los detenidos argentinos, se emplea la treta del traslado a distintas comisarías y la de fraguar sumarios por supuestas contravenciones, presionando mediante verdaderas torturas físicas y morales para que hombres como Chiarante se vean obligados a reconocerse culpables de hechos que jamás pudieron cometer⁵².

- 39 Si tous les prisonniers étrangers sont condamnés à être expulsés, seuls les cinq Italiens sont déportés. Felipe Beil (allemand) et Adrés Roca (espagnol) recouvrent la liberté entre la fin du mois d'octobre et le début de novembre. De la même manière, les Argentins Nestor Valent Mora, Ruben Iscaro e Agustín Rasso sont libérés sans avoir purgé leur peine. Pourquoi une telle latitude dans l'action de la police ? D'après Shmerkin, la raison est claire « Todas esas libertades son consecuencia de la solución de la huelga de albañiles y muestran una vez más que no existió motivo legal alguno para las detenciones »⁵³. Effectivement la grève prend rapidement fin⁵⁴. D'autres militants italiens arrêtés au cours de la mobilisation sont frappés d'expulsion. Il s'agit d'Angelo Molesini, de 24 ans, vice-secrétaire de la FOSC, Ettore Nocenzo, vice-secrétaire du syndicat des plâtriers, Giovanni Pavignano, de la direction du syndicat des métallurgistes et Giovanni Risso, dirigeant d'un autre syndicat professionnel⁵⁵. Le gouvernement leur ordonne de quitter le pays, mais aucune déportation n'est organisée.
- 40 L'expulsion des cinq Italiens à la fin du mois d'octobre 1937 est un véritable coup de massue juridique. Fioravanti, Pini, Pieruccioni et les frères Fabretti n'ont aucune possibilité de se défendre. Shmerkin ne saura jamais dans quelle prison ils se trouvent avant d'être embarqués secrètement. La déportation est gardée secrète jusqu'au samedi 30 octobre, 19 heures, trois heures après le départ du *Principessa Giovanna* du port de Buenos Aires⁵⁶. D'après Shmerkin, l'attitude des forces de police risque d'invalider la décision de la Cour Suprême qui avait statué, lors de l'affaire du *Chaco*, que toute personne frappée d'expulsion avait le droit de se défendre. En outre, ils ne sont pas expulsés, mais déportés. Cela pose un autre problème d'ordre juridique susceptible de représenter un dangereux précédent. La loi 4 144 accorde la possibilité au gouvernement d'expulser les étrangers, non pas de les rapatrier par la force dans leur pays d'origine⁵⁷. La FONC avait même collecté une certaine somme d'argent pour permettre à ses dirigeants de quitter l'Argentine. Aucun choix ne leur est laissé. Le fait de les embarquer sur un navire italien les condamne à rejoindre l'Italie. Les seules escales sont Rio de Janeiro au Brésil et Las Palmas dans les îles Canaries, contrôlées par les franquistes dès le début de la Guerre civile en Espagne.

Pour l'Italie, la menace d'une mobilisation transnationale

- 41 La diplomatie et la police italiennes suivent très attentivement la traversée du *Principessa Giovanna*. Leur crainte est que l'expulsion des cinq Italiens puisse donner lieu à une mobilisation internationale de solidarité. La police fasciste garde en mémoire les importantes manifestations partout dans le monde après l'exécution, aux États-Unis, des deux anarchistes italiens Nicola Sacco e Bartolomeo Vanzetti, le 23 août 1927. Le régime décide donc de ne pas faire comparaître Fioravanti, Pini, Petruccioni et les

frères Fabretti devant le Tribunal Spécial pour la Sécurité de l'État⁵⁸, institué le 26 novembre 1926 pour juger les délits politiques⁵⁹.

- 42 La mobilisation s'organise, effectivement, dès l'annonce officielle de l'expulsion. Un grand nombre de pétitions sont envoyées au Ministère argentin de l'Intérieur. La FONC exige la libération de ses cinq dirigeants, et d'autres fédérations syndicales organisent des assemblées et des manifestations dans tout le pays. Le syndicalisme international se solidarise avec les ouvriers déportés. La Fédération Syndicale Internationale adresse des télégrammes au Président Justo, ainsi qu'à la Fédération Internationale des Ouvriers des Transports, et aux syndicats professionnels suisses, hollandais, norvégiens, tchécoslovaques et uruguayens⁶⁰.
- 43 Shmerkin demande au juge Carlos Goyena d'écrire à ses homologues au Brésil pour que les cinq Italiens soient libérés à l'arrivée au port de Rio de Janeiro⁶¹. Entre-temps, le gouvernement mexicain propose de leur accorder l'asile⁶². Francisco Pérez Leirós, député socialiste argentin et secrétaire de la *Unión de Obreros Municipales*, prend un avion pour Rio de Janeiro afin de convaincre le gouvernement de Getulio Vargas d'accorder leur libération pour rejoindre le Mexique. Le consul italien à Buenos Aires, prenant connaissance de ces tentatives de libération, donne « des consignes secrètes au commandant de bord du navire *Principessa Giovanna* de surveiller strictement les subversifs pour empêcher leur fuite »⁶³.
- 44 Le gouvernement brésilien n'accède pas à la demande de débarquement. Getulio Vargas vient d'instaurer son *Estado Novo* par le coup d'État du 10 novembre 1937. Il a donc d'autres priorités politiques, et il ne veut probablement pas s'aliéner les sympathies du gouvernement de Mussolini.
- 45 Après le départ de Rio de Janeiro, le seul espoir qui reste est un débarquement à Dakar, colonie de la France gouvernée par le Front Populaire. La FONC s'adresse au ministre Camille Chautemps et au Premier ministre Léon Blum, et cherche la solidarité du secrétaire général de la Confédération Générale du Travail, Léon Jouhaux⁶⁴.
- 46 La mobilisation finalement échoue. Le 21 novembre le *Principessa Giovanna* débarque les prisonniers dans le port de Naples. Au moment de leur arrivée, les cinq syndicalistes ne sont pas jugés par le Tribunal Spécial⁶⁵, chacun d'entre eux est envoyé dans sa ville d'origine pour être jugé par la Commission Provinciale pour les Mesures de Confinement. La Direction générale de Sûreté Publique propose de les condamner à cinq années de confinement⁶⁶.
- 47 Après l'armistice du 8 septembre 1943 en Italie, les cinq ressortissants retrouvent leur engagement politique. Pini et Pieruccioni participent à la lutte partisane dans leurs régions d'origine⁶⁷. Pietro Fabretti aide à réorganiser le syndicat dans la zone de Potenza, où il avait été assigné à résidence par le fascisme. Il retourne ensuite à Nimis, son village d'origine, dont il devient maire après la libération. Son frère Emilio devient le représentant du Parti Communiste Italien (PCI) dans le Comité de Libération Nationale de la ville de Pordenone, où il intègre ensuite le secrétariat de la Bourse du Travail et devient conseiller municipal⁶⁸. Fioravanti s'engage dans la Résistance et, après la libération, devient secrétaire général de la Bourse du Travail d'Ascoli Piceno. Il est membre du secrétariat provincial du PCI, et candidat aux élections de 1948, sans être élu. Il est ensuite envoyé par le syndicat en Sicile et dans le Latium, pour devenir finalement secrétaire des travailleurs du bâtiment à Ancona⁶⁹.

- 48 La place qui leur est accordée dans l'Italie républicaine est donc circonscrite à la politique locale. Ils ne vont plus connaître d'expérience similaire à celle qu'ils ont vécue en Argentine. Au pays, ils doivent se confronter à une réalité politique modifiée, où les dirigeants nationaux des organisations antifascistes sont ceux qui ont vécu l'exil en France ou en Union Soviétique.

Conclusions

- 49 Ce qui caractérise l'histoire des cinq syndicalistes expulsés d'Argentine en octobre 1937, c'est le fait qu'ils représentent une menace à la fois pour leur pays d'accueil et pour celui d'origine. Leur engagement politique embrasse en effet l'action syndicale dans le pays vers lequel ils émigrent et l'initiative antifasciste contre le régime de Mussolini.
- 50 On l'a vu précédemment, tous sont engagés dans l'Alliance Antifasciste et dans le groupe de langue du PCA. En même temps, ils participent aux activités des associations de secours mutuel au sein de la communauté italienne résidant en Argentine. Fioravanti rejoint le groupe *Matteotti* et la *Nuova Italia* pendant sa permanence à Bahia Blanca, les frères Fabretti participent aux activités de l'*Unione Operaia Friulana*, association des immigrés de leur région d'origine, le Frioul⁷⁰. Pietro, en particulier, est perçu comme une menace par la police italienne. Il est considéré comme le lien entre les antifascistes italiens et la direction de *L'Italia del Popolo*⁷¹, le deuxième quotidien le plus lu par les Italiens en Argentine⁷². Pour ce journal, Fabretti écrit de nombreux articles sur les grèves et la condition salariale des travailleurs du bâtiment. Il utilise sa langue maternelle pour diffuser le message de la FONC auprès de la communauté italienne⁷³. Dans le cadre de son engagement antifasciste, il est secrétaire de l'Alliance Antifasciste et administrateur de *l'Ordine Nuovo*, revue du communisme italien en Argentine⁷⁴. Pietro Fabretti est, avec Fioravanti, un des fondateurs de la FONC. Il exerce au plan institutionnel en tant représentant du syndicat à la *Comisión Paritaria Consultiva de la Construcción* qui fédère les organisations ouvrières et patronales au sein du *Departamento Nacional de Trabajo*⁷⁵.
- 51 Fioravanti est le véritable leader de la FONC. D'après Pedro Chiarante, nouveau secrétaire de la FONC après l'expulsion de Fioravanti, il est le pilier d'un nouveau modèle syndical illustré par la FONC, se faisant promoteur de la constitution des comités d'entreprise comme outil pour l'ancrage de l'organisation ouvrière sur les chantiers⁷⁶. Fioravanti joue aussi un rôle dans la perspective internationaliste. Entre 1932 et 1933, comme évoqué, il se rend en Bolivie et au Brésil, mandaté par la Confédération Syndicale Latino-Américaine. Quand la guerre civile éclate en Espagne en 1936, il devient secrétaire général de la commission *Pro España Republicana* et recrute les combattants qui rejoignent les Brigades Internationales⁷⁷. Cet effort internationaliste est partagé par les cinq Italiens, qui participent tous aux activités du Comité pour l'Abyssinie Libre qui s'active à Buenos Aires contre l'invasion italienne de l'Éthiopie en 1935.
- 52 L'habileté des dirigeants syndicaux étrangers consiste donc à faire le lien entre les revendications syndicales nationales, voire même locales, et un discours politique qui a trait au contexte international, centré sur l'antifascisme et l'opposition à la guerre. Contrairement au cas français, il n'y a pas, en Argentine, de divergence entre les immigrés militants plus âgés, davantage tournés vers la politique italienne et

l'antifascisme, et les jeunes formés à la politique dans le pays d'accueil⁷⁸. L'importance numérique de la main-d'œuvre étrangère en Argentine a probablement concouru à maintenir ce rapport entre les luttes syndicales locales et les batailles politiques plus globales. Fioravanti, Pini, Pieruccioni et les frères Fabretti représentent, parmi d'autres, une génération intermédiaire capable de faire dialoguer les militants issus des vagues migratoires plus anciennes et ceux ayant plus récemment traversé l'Atlantique.

- 53 L'histoire des expulsions des Italiens contribue à l'étude des relations italo-argentines dans la seconde moitié des années 1930. Dans les documents du *Casellario Politico Centrale*, on découvre que les informations sur les militants politiques italiens circulent sans entrave entre les forces de police des deux pays⁷⁹. L'époque est d'ailleurs marquée par une collaboration économique et militaire nouvelle entre Rome et Buenos Aires, après que l'Argentine avait levé les restrictions commerciales imposées par la Société des Nations à la suite de l'aventure italienne en Éthiopie⁸⁰.
- 54 La déportation des cinq Italiens reste pourtant une exception. Le débat lancé pour abroger la loi 4 144 pousse le ministre de l'Intérieur Diogenes Taboada à demander la libération des ouvriers qui se trouvaient en prison⁸¹. La Seconde Guerre mondiale va d'ailleurs écarter toute possibilité de rapatrier les militants syndicaux visés par de nouveaux décrets d'expulsion⁸².
- 55 La répression du milieu syndical et communiste ne cessera pas, mais les outils empruntés par l'administration argentine s'adaptent au gré de l'évolution du contexte international et en fonction du moindre rôle joué par les étrangers tandis qu'ont tendance à faiblir les flux migratoires internationaux.

BIBLIOGRAPHIE

Adelman, Jeremy, « The Political Economy of Labour in Argentina 1870-1930 » in Adelman, Jeremy (dir.). *Essays in Argentine Labour History*. London. Palgrave Macmillan. 1992, p. 1-34.

Baily, Samuel L. « The Italians and Organized Labor in the United States and Argentina: 1880-1910 », *International Migration Review*. 1967, vol. 1 n° 3. p. 56-66.

Bertagna, Federica. *L'Italia del popolo. Un giornale italiano d'Argentina tra guerra e dopoguerra*. Viterbo, Sette Città, 2009

Bettoli, Gian Luigi. « Fabretti Pietro e Emilio » *Dizionario biografico dei friulani*, En ligne : <https://www.dizionariobiograficodeifriulani.it/fabretti-pietro-ed-emilio/> [consulté le 13 février 2022].

Blanc-Chaléard, Marie-Claude, *Les Italiens dans l'Est parisien : Une histoire d'intégration, 1880-1960*, Rome, École Française de Rome, 2000

Camarero, Hernán. « Alcances del sindicalismo único por rama antes del peronismo: la experiencia de la Federación Obrera Nacional de la Construcción », *Estudios del trabajo*, 2012, vol. 43, p. 1-29.

Carnagui, Juan Luis. « La ley de represión de las actividades comunistas de 1936: miradas y discursos sobre un mismo actor », *Revista Escuela de Historia*, 2007, vol. 1, n° 6, p. 161-178.

- Cavatassi, Ferdinando. « Guido Fioravanti », *I Quaderni. Trimestrale dell'Istituto Gramsci Marche*. 1992, vol. 15-16, p. 141-164
- Chiarante, Pedro, *Pedro Chiarante. Ejemplo de dirigente obrero clasista*, Buenos Aires, Fundamentos, 1976
- Cimatti, Bruno. « Fascistas y antifascistas en las elecciones de la Sociedad Italia Unita de Bahía Blanca (enero de 1927) », *Avances del Cesor*, 2016, vol. 13, n° 14, p. 117-136
- Costanzo, Gabriela. *Los indeseables. Las Leyes de Residencia y Defensa Social*, Buenos Aires, Madreselva, 2009. En ligne : https://issuu.com/madreselva1/docs/los_indeseables [consulté le 22 avril 2020].
- Dal Pont, Adriano et Carolini, Simonetta (dir.). *L'Italia dissidente e antifascista: le ordinanze, le sentenze istruttorie e le sentenze in Camera di consiglio emesse dal Tribunale speciale fascista contro gli imputati di antifascismo dall'anno 1927 al 1943*, La Pietra, 1980
- D'Alessandro, Leonardo Pompeo. *Giustizia fascista. Storia del Tribunale speciale*, Bologna, Il Mulino, 2020
- Devoto, Fernando J. et González Bernaldo de Quirós, Pilar (dir.). *Émigration politique: une perspective comparative. Italiens et Espagnols en Argentine, en France XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Editions L'Harmattan, 2001
- Di Tella, Torquato. « La Unión Obrera Textil, 1930-1945 », *Desarrollo Económico*, 1993, vol. 33, n° 129, p. 109-136.
- Giovanni, Giovanni. « Gino Lombardi, Piero Consani e i “Cacciatori delle Apuane” nella Resistenza versiliese », Cipollini, Giovanni et Meneghini, Pino (dir.), *Dalla Versilia a Sarzana. La morte di Gino Lombardi e Piero Consani comandanti partigiani*, Pietrasanta, Grafic Art, 2005, p. 2-45. En ligne : <https://www.yumpu.com/it/document/read/15237160/60-anniversario-della-liberazione-25-aprile-1945-anpi-versilia> [consulté le 15 janvier 2022].
- Iñigo Carrera, Nicolas, *La Estrategia de la Clase Obrera, 1936*, San Martín, Imago Mundi, 2011
- Iñigo Carrera, Nicolás, *La otra estrategia. La voluntad revolucionaria (1930-1935)*, San Martín, Imago Mundi, 2016
- López Cantera, Mercedes F, « La representación obrera en disputa. El anticomunismo argentino en los conflictos de 1936 y 1937 », *Conflicto Social. Revista del Programa de Investigaciones sobre Conflicto Social*, 2018, vol. 11, n° 19, p. 133-159.
- López Cantera, Mercedes F, « Detrás de debate. La cuestión comunista y la criminalización en la Ley de Represión al Comunismo de 1936 », *Contenciosa*, 2014, II, n° 3, p. 1-16.
- Mendoza, Juan et Scandizzo, Hernán, « El crucero de los indeseables », *Todo es Historia*, 1999, vol. 384, p. 56-63.
- Meriggi, Maria Grazia, *Entre fraternité et xénophobie. Les mondes ouvriers parisiens dans l'entre-deux-guerres et les problèmes de la guerre et de la paix*, Nancy, Arbre Bleu, 2018
- Milza, Pierre et Peschanski, Denis, *Exils et migration: Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1998
- Pasolini, Ricardo. « Immigrazione italiana, comunismo e antifascismo negli anni tra le due guerre in Argentina: “Ordine Nuovo”, 1925-1927 », *Archivio Storico dell'Emigrazione Italiana*, 2009, vol. 5, p. 149-166.

Sayad, Abdelmalek, *La double absence: Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Points, 2014.

Scarzanella, Eugenia. « I fascismo italiano in Argentina: al servizio degli affari » *Fascisti in Sud America*, Firenze, Le Lettere, 2005, p. 111-174

Sirot, Stéphane, « Parcours de syndicalistes du bâtiment d'origine italienne en France dans l'Entre-deux-guerres », *Annales de Normandie*, 2001, vol. 31, n° 1, p. 177-185.

Soprano, Germán F. « El Departamento Nacional del Trabajo y su Proyecto de Regulación Estatal de las Relaciones Capital-Trabajo en Argentina. 1907-1943 », Panettieri, José (dir.). *Argentina: trabajadores entre dos guerras*, Buenos Aires, Mundo Contemporaneo, 2000, p.31-53

Suriano, Juan. « El mundo como un taller de observación. La creación del Departamento Nacional del trabajo y las influencias internacionales », *Revista de Indias*, 30 avril 2013, vol. 73, n° 257, p. 107-130.

Vecchioli, Virginia. « Repertorios militantes y expertise jurídica en la defensa de la causa por los Derechos Humanos en la Argentina: el caso de la Liga Argentina por los Derechos del Hombre », *Ensemble. Revista electrónica de la Casa Argentina en París, s.d.*, En ligne : <https://www.academia.edu/2063611/>

Repertorios_militantes_y_expertise_jur%C3%ADdica_en_la_defensa_de_la_causa_por_los_Derechos_Humanos_en_la_Argentina_el_cas [consulté le 27 avril 2021].

Vial, Éric. « Le Casellario Politico Centrale, source pour l'histoire de l'émigration politique », *Publications de l'École Française de Rome*, 1986, vol. 94, n° 1, p. 155-167.

NOTES

1. Une reconstruction des événements est faite dans une interview de Benito Sak, un des militants déportés, par Juan Mendoza et Hernán Scandizzo. Mendoza, Juan et Scandizzo Hernán, « El crucero de los indeseables », *Todo es Historia*, 1999, vol. 384. p. 56-63.

2. Di Tella, Torquato. « La Unión Obrera Textil, 1930-1945 », *Desarrollo Económico*, 1993, vol. 33, n° 129, p. 109-136 ; Baily, Samuel L. « The Italians and Organized Labor in the United States and Argentina: 1880- 1910 », *International Migration Review*, 1967, vol. 1, n° 3, p. 56-66 ; Iñigo Carrera, Nicolas, *La Estrategia de la Clase Obrera*, 1936, San Martín, Imago Mundi, 2011.

3. Sayad, Abdelmalek, *La double absence: Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Points, 2014.

4. Milza, Pierre et Peschanski, Denis (dir.), *Exils et migration : Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1998 ; Sirot, Stéphane. « Parcours de syndicalistes du bâtiment d'origine italienne en France dans l'Entre-deux-guerres », *Annales de Normandie*, 2001, vol. 31, no 1, p. 177-185 ; Meriggi, Maria Grazia, *Entre fraternité et xénophobie. Les mondes ouvriers parisiens dans l'entre-deux-guerres et les problèmes de la guerre et de la paix*, Nancy, Arbre Bleu, 2018.

5. Devoto, Fernando J. et González Bernaldo de Quirós, Pilar (dir.). *Émigration politique : une perspective comparative. Italiens et Espagnols en Argentine, en France XIXe-XXe siècles*, Paris, Editions L'Harmattan, 2001 ; Pasolini, Ricardo. « Immigrazione italiana,

comunismo e antifascismo negli anni tra le due guerre in Argentina: "Ordine Nuovo", 1925-1927 », *Archivio Storico dell'Emigrazione Italiana*, 2009, vol. 5, p. 149-166.

6. Camarero, Hernán. « Alcances del sindicalismo único por rama antes del peronismo: la experiencia de la Federación Obrera Nacional de la Construcción », *Estudios del trabajo*, 2012, vol. 43. p. 6.

7. López Cantera, Mercedes F. « Detrás de debate. La cuestión comunista y la criminalización en la Ley de Represión al Comunismo de 1936 », *Contenciosa*, 2014, II n° 3. p. 3 ; voir aussi Iñigo Carrera, Nicolás, *La otra estrategia. La voluntad revolucionaria (1930-1935)*, Imago Mundi, 2016.

8. Vecchioli, Virginia. « Repertorios militantes y expertise jurídica en la defensa de la causa por los Derechos Humanos en la Argentina: el caso de la Liga Argentina por los Derechos del Hombre », *Ensemble. Revista electrónica de la Casa Argentina en París*. En ligne :

https://www.academia.edu/2063611/Repertorios_militantes_y_expertise_jur%C3%ADdica_en_la_defensa_de_la_causa_por_los_Derechos_Humanos_en_la_Arg

[consulté le 27 avril 2021].

9. Vial, Éric. « Le Casellario Politico Centrale, source pour l'histoire de l'émigration politique », *Publications de l'École Française de Rome*, 1986, vol. 94, n° 1, p. 155-167.

10. Adelman, Jeremy. « The Political Economy of Labour in Argentina 1870-1930 » in Adelman, Jeremy (dir.), *Essays in Argentine Labour History*, London, Palgrave Macmillan, 1992, p. 16.

11. Baily, Samuel L. « The Italians and Organized Labor in the United States and Argentina », *Op. Cit.*, p. 60

12. López Cantera, Mercedes F. « La representación obrera en disputa. El anticomunismo argentino en los conflictos de 1936 y 1937 », *Conflicto Social. Revista del Programa de Investigaciones sobre Conflicto Social*, 2018, vol. 11, n° 19. p. 136.

13. Costanzo, Gabriela, *Los indeseables. Las Leyes de Residencia y Defensa Social*, Buenos Aires, Madreselva, 2009, p. 44. En ligne : https://issuu.com/madreselva1/docs/los_indeseables [consulté le 22 avril 2020].

14. Soprano, Germán F. « El Departamento Nacional del Trabajo y su Proyecto de Regulación Estatal de las Relaciones Capital-Trabajo en Argentina. 1907-1943 », Panettieri, José (dir.), *Argentina: trabajadores entre dos guerras*. Buenos Aires, Mundo Contemporáneo, 2000; Suriano, Juan. « El mundo como un taller de observación. La creación del Departamento Nacional del trabajo y las influencias internacionales », *Revista de Indias*, 30 avril 2013, vol. 73, n° 257, p. 107-130.

15. López Cantera, Mercedes F. « Detrás de debate. La cuestión comunista y la criminalización en la Ley de Represión al Comunismo de 1936 », *Op. Cit.*, p. 2

16. *Ibid.*, p. 5.

17. *Gaceta del Foro*, T. 98, p. 43.

18. Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale (CPC), c.3983, Pini Mario, Fiche de la Préfecture de Parme, 26 juin 1938 ; dossier en espagnol de la police argentine du 2 février 1938 ; CPC, Fioravanti Guido, Préfecture de Ascoli, « Proposition de confinement », 12 décembre 1937 ; CPC, c.3965, Pieruccioni Giuseppe, Préfecture de Lucca, Fiche personnelle, 27 décembre 1937.

19. CPC, c.3965, Pieruccioni Giuseppe, Préfecture de Lucca, Fiche personnelle, 27 décembre 1937.

20. CPC, c.1915, Fabretti Emilio, Interrogatoire à la Préfecture de Udine, 2 décembre 1937.
21. CPC, c.3983, Pini Mario, Interrogatoire à la préfecture de police de Parme, 6 décembre 1937.
22. CPC, c.1915, Fabretti Emilio, Interrogatoire à la Préfecture de Udine, 2 décembre 1937.
23. CPC, c.3965, Pieruccioni Giuseppe, Préfecture de Lucca, Fiche personnelle, 27 décembre 1937.
24. Chiarante, Pedro, *Pedro Chiarante. Ejemplo de dirigente obrero clasista*, Buenos Aires, Fundamentos, 1976, p. 62.
25. Cavatassi, Ferdinando. « Guido Fioravanti », *I Quaderni. Trimestrale dell'Istituto Gramsci Marche*, 1992, vol. 15-16, p. 146.
26. Paolini, Ricardo. « Immigration italiana, comunismo e antifascismo negli anni tra le due guerre in Argentina: "Ordine Nuovo", 1925-1927 », *Op. Cit.*
27. CPC, c.3983, Pini Mario, Fiche de la Préfecture de Parme, 26 juin 1938.
28. CPC, c.3983, Pini Mario, Interrogatoire à la Préfecture de Police de Parme, 6 décembre 1937.
29. CPC, c.2074, Fioravanti Guido, Interrogatoire à Ascoli Piceno, décembre 1937.
30. Cimatti, Bruno. « Fascistas y antifascistas en las elecciones de la Sociedad Italia Unita de Bahía Blanca (enero de 1927) », *Avances del Cesor*, 2016, vol. 13, n° 14, p. 117.
31. CPC, c.2074, Fioravanti Guido, communication du 10 octobre 1932 envoyée par l'Ambassade italienne à Buenos Aires à la Sécurité Nationale.
32. CPC, c.2074, Fioravanti Guido, Préfecture de Ascoli, « Proposition de confinement », 12 décembre 1937.
33. Camarero, Hernán. « Alcances del sindicalismo único por rama antes del peronismo: la experiencia de la Federación Obrera Nacional de la Construcción », *Op. Cit.*, p. 5.
34. Cavatassi, Ferdinando. « I Quaderni », *Op. Cit.*, p. 156.
35. CPC, c.3965, Pieruccioni Giuseppe, Préfecture de Lucca, Fiche personnelle, 27 décembre 1937.
36. Iñigo Carrera, Nicolás, *La Estrategia de la Clase Obrera, 1936*, *Op. Cit.*, p. 135.
37. Chiarante, Pedro. *Pedro Chiarante. Ejemplo de dirigente obrero clasista. Op. Cit.* ; Camarero, Hernán. « Alcances del sindicalismo único por rama antes del peronismo: la experiencia de la Federación Obrera Nacional de la Construcción », *Op. Cit.*
38. López Cantera, Mercedes F. « Conflicto Social », *Op. Cit.*, p. 138.
39. Chiarante, Pedro, *Pedro Chiarante. Ejemplo de dirigente obrero clasista, Op. Cit.*, p. 107 ; CPC, Fioravanti Guido, c.2074, Note de la Police de la Capitale Fédérale, s.d.
40. CPC, c.1915, Fabretti Emilio, Interrogatoire à la Préfecture de Udine, 2 décembre 1937.
41. Centro de Documentación e Investigación de la Cultura de Izquierdas (CeDIInCI), fonds Shmerkin, C.7.
42. CPC, c.3983, Pini Mario, Fiche de la Préfecture de Parme, 26 juin 1938.
43. Archivo General de la Nación, 1937, c. 36, exp. 32504, Convocation signé par Roberto Tieghi, président du DNT, 16 septembre 1937.

44. López Cantera, Mercedes F. « Conflicto Social », *Op. Cit.*, p. 142.
45. Carnagui, Juan Luis. « La ley de represión de las actividades comunistas de 1936: miradas y discursos sobre un mismo actor », *Revista Escuela de Historia*. 2007, vol. 1 n° 6. p. 161-178.
46. CeDInCI, Schmerkin, c. 2
47. CPC, Iscaro Nazzareno, Direction générale de la Sûreté Publique, copie de la note 3105 du 18 mars 1937 de la Préfecture de Benevento ; CeDInCI, Schmerkin, C.30 « Cantor ».
48. CeDInCI, Schmerkin, C. 18, « Memorial » de Samuel Schmerkin, s.d.
49. CPC, c.3965, Pieruccioni Giuseppe, Fiche 70360 de la *Sección Orden Social* de la Police de la Capitale Fédérale.
50. CeDInCI, Schmerkin, C.6, Document s.d.
51. CeDInCI, Schmerkin, C.10, *Habeas Corpus* de Schmerkin et Faustino E. Jorge, s.d.
52. CeDInCI, Schmerkin, C. 10, Lettre de Schmerkin et Faustino E. Jorge au juge Carlos P. Goyena, s.d.
53. CeDInCI, Schmerkin, C. 10, « Solicita exhorto », 4 novembre 1937.
54. Archivo General de la Nación, 1937, c. 36, exp. 32504, Décret 119 344 signé par le Président de la République Justo, 18 novembre 1937.
55. CPC, c.3334, Molesini Angelo, Communication de la Milice Volontaire pour la Sûreté Nationale à la Direction Générale de Sûreté Publique, 29 décembre 1937.
56. CeDInCI, Schmerkin, C.10, lettre envoyé par Schmerkin au directeur de « La Prensa », 1 novembre 1937.
57. CeDInCI, Schmerkin, C.10, Habeas Corpus demandé par Schmerkin, s.d.
58. CPC, c.3983, Pini Mario, Copia del telespresso 5860/2136 du 30 novembre 1937 envoyé par l'Ambassade Italienne à Buenos Aires aux Ministères des Affaires Étrangères et de l'Intérieur.
59. D'Alessandro, Leonardo Pompeo, *Giustizia fascista. Storia del Tribunale speciale*, Bologne, Il Mulino, 2020.
60. Archivo General de la Nación, 1937, c. 36, exp. 32504, lettres et télégrammes adressés au Ministre de l'Intérieur et au Président de la République.
61. CeDInCI, Schmerkin, C. 10, « Solicita exhorto », 4 novembre 1937.
62. CPC, c.3965, Pieruccioni Giuseppe, interrogatoire, 1^{er} décembre 1937.
63. CPC, c.1915, Fabretti Emilio, télégramme du Ministère italien des Affaires Étrangères au Ministère de l'Intérieur, 6 novembre 1937.
64. CPC, c.1915, Fabretti Emilio, note de la Milice Volontaire pour la Sécurité Nationale, s.d.
65. Dal Pont, Adriano et Carolini, Simonetta, *L'Italia dissidente e antifascista: le ordinanze, le sentenze istruttorie e le sentenze in Camera di consiglio emesse dal Tribunale speciale fascista contro gli imputati di antifascismo dall'anno 1927 al 1943*, La Pietra, 1980.
66. CPC, c.3983, Pini Mario, Direction Générale de Sécurité Publique, Rome, 11 décembre 1937.
67. Giovanni, Giovanni. « Gino Lombardi, Piero Consani e i "Cacciatori delle Apuane" nella Resistenza versiliese », Cipollini, Giovanni et Meneghini, Pino (dir.), *Dalla Versilia a*

Sarzana. *La morte di Gino Lombardi e Piero Consani comandanti partigiani*, Pietrasanta, Grafic Art, 2005, p. 15. En ligne : <https://www.yumpu.com/it/document/read/15237160/60-anniversario-della-liberazione-25-aprile-1945-anpi-versilia> [consulté le 10 janvier 2022].

68. Bettoli, Gian Luigi. « Fabretti Pietro e Emilio » *Dizionario biografico dei friulani*, En ligne : <https://www.dizionario biografico dei friulani.it/fabretti-pietro-ed-emilio/> [consulté le 13 février 2022].

69. Cavatassi, Ferdinando. « I Quaderni », *Op. Cit.*, p. 163.

70. CPC, c.1915, Fabretti Pietro, fiche de la *Sección Especial* de la Police de Buenos Aires, s.d. ; Fiche rédigée par la préfecture de Udine, 24 août 1937.

71. CPC, c.3983, Pini Mario, Copie de la communication 5860/2136 du 30 novembre 1937 envoyé par l'Ambassade Italienne a Buenos Aires aux Ministères des Affaires Étrangères et de l'Intérieur

72. Scarzanella, Eugenia. « l fascismo italiano in Argentina: al servizio degli affari », *Fascisti in Sud America*, Firenze, Le Lettere, 2005, p. 163; Bertagna, Federica, *L'Italia del popolo. Un giornale italiano d'Argentina tra guerra e dopoguerra*, Viterbo, Sette Città, 2009.

73. CPC, c.1915, Fabretti Pietro, *L'Italia del Popolo*, 8 janvier 1937.

74. CPC, c.1915, Fabretti Pietro, fiche de la *Sección Especial* de la Police de Buenos Aires, s.d. ; Fiche rédigée par la préfecture de Udine, 24 août 1937.

75. CPC, c.1915, Fabretti Pietro, fiche de la *Sección Especial* de la Police de Buenos Aires, s.d.

76. Chiarante, Pedro, *Pedro Chiarante. Ejemplo de dirigente obrero clasista*, *Op. Cit.*, p. 82.

77. Cavatassi, Ferdinando, « I Quaderni » , *Op. Cit.*, 156.

78. Blanc-Chaléard, Marie-Claude, *Les Italiens dans l'Est parisien : Une histoire d'intégration, 1880-1960*, Rome, École Française de Rome, 2000, p. 439.

79. CPC, c.2649, Iscaro Nazzareno, copie de la note 232/82 du 18 janvier 1937 de l'Ambassade italienne à Buenos Aires à la Direction générale de la Sécurité Publique.

80. Scarzanella, Eugenia. « Il fascismo italiano in Argentina: al servizio degli affari » , *Op. Cit.*, p. 123.

81. CPC, c.3983, Pini Mario, Note sur la campagne contre la loi 4 144 écrite par l'Ambassade Italienne à Buenos Aires et envoyée au Ministère des Affaires Étrangères et à la Direction Générale de la Sécurité Publique, 25 juin 1938.

82. CPC, c.3334, Molesini Angelo, communication de l'Ambassade Italienne à Buenos Aires au Ministère italien de l'Intérieur, 2 juillet 1942 ; CeDInCI, Shmerkin, C. 19.

RÉSUMÉS

Tout au long des années 1930, l'Argentine est traversée par une vaste mobilisation syndicale, touchant en particulier le secteur du bâtiment et des travaux publics. Le mouvement ouvrier est alors dirigé par une leadership mixte, composée à la fois d'Argentins, souvent fils d'immigrés, et

d'un grand nombre d'étrangers issus des plus récentes vagues migratoires. Ces grèves ont lieu dans une décennie bouleversée de l'histoire argentine, ouverte par le coup d'État du 6 septembre 1930 qui entraîne l'arrivée au pouvoir du général José Félix Uriburu, expression de la droite conservatrice et nationaliste. Uriburu et son successeur, le général Agustín Pedro Justo, s'engagent dans une répression acharnée du mouvement syndical et communiste. Les militants étrangers deviennent ainsi la cible d'arrestations et d'expulsions. Parmi eux, cinq militants syndicaux italiens sont renvoyés vers leur pays d'origine en octobre 1937, où ils sont immédiatement enfermés par le régime fasciste. À partir de l'histoire de ces syndicalistes italiens, cet article vise à comprendre la menace qu'ils représentaient pour les contextes des pays d'accueil et de départ. Ces acteurs transnationaux participaient en effet à la circulation d'idées et de modèles organisationnels perçus comme une menace par les autorités en Argentine et en Italie, qui en viennent ainsi à collaborer pour contrer l'action militante.

During the 1930s, Argentina was gripped by a vast trade union mobilisation, particularly in the building and public works sector. The workers' movement was led by a mixed leadership, made up of both Argentines of immigrant background, and a large number of foreigners from the most recent waves of migration. These strikes occur in a decade of upheaval in Argentine history, starting from the coup d'état of September 6th, 1930 which brought to power General José Félix Uriburu, as expression of the conservative and nationalist right. Uriburu and his successor, Agustín Pedro Justo, engaged in a relentless repression of the trade union and communist movement. Foreign activists became the target of arrests and deportations. Among them, five Italian trade union activists were deported to their country of origin in October 1937, where they were immediately confined by the fascist regime. Based on the history of these Italian trade unionists, this article aims to understand the threat they posed to the countries of immigration and emigration. These transnational actors participated in the circulation of ideas and organisational models perceived as a threat by Argentina and Italy, which thus collaborated to counter their militant initiative.

Durante la década de 1930, una amplia movilización sindical ocurrió en la Argentina, especialmente en el sector de la construcción y de las obras públicas. El movimiento obrero estaba dirigido entonces por un liderazgo mixto, compuesto tanto por argentinos como por un gran número de extranjeros llegados con las olas migratorias más recientes. Estas huelgas tuvieron lugar en una década turbulenta de la historia argentina, abierta por el golpe de Estado del 6 de septiembre de 1930 que llevó al poder al general José Félix Uriburu, expresión de la derecha conservadora y nacionalista. Uriburu y su sucesor, el general Agustín Pedro Justo, emprendieron una implacable represión del movimiento sindical y comunista. Muchos sindicalistas extranjeros fueron así encarcelados y expulsados. Entre ellos, cinco militantes sindicales italianos fueron deportados a su país de origen en octubre de 1937, donde fueron inmediatamente confinados por el régimen fascista. A partir de la historia de estos sindicalistas italianos, este artículo pretende comprender la amenaza que estos militantes supusieron tanto para en país de inmigración así como el de emigración. Estos actores transnacionales participaron en la circulación de ideas y modelos organizativos percibidos como una amenaza por Argentina e Italia, que se encontraron así colaborando para contrarrestar su acción militante.

INDEX

Mots-clés : indésirables, migrants, syndicalisme, Italie, Argentine

Palabras claves : indeseables, migrantes, sindicalismo, Italia, Argentina

Keywords : unwelcome, migrants, trade unions, Italy, Argentina

AUTEUR

FEDERICO DEL GIUDICE

Fellow de l'Institut Convergences Migrations